

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 20 octobre 2026

Qui sont les casseurs ? Ceux qui cassent les usines et les emplois qui allaient avec ?
Qui sont les pillleurs ? Ceux qui travaillent et qui ne peuvent plus subvenir à leurs besoins quotidiens élémentaires parce que leurs revenus sont misérables ?

Ils ont tellement chargé la barque des charges incompressibles payables rubis sur l'ongle mensuellement (loyer ou traite, facture d'électricité, gaz, eau, parking, essence, gaz, téléphone, Internet, impôts et taxes, etc.), qu'une fois honorées parce qu'il est impossible de faire autrement, car on ne peut pas vivre dans la rue, sans électricité, gaz, eau, essence, connexion Internet, sans smartphone ou ordinateur, sans moyen de transport individuel, sans chauffage l'hiver, etc. il ne reste pratiquement plus rien pour se nourrir, se vêtir, se soigner, remplir le réservoir de la bagnole, payer l'assurance, les frais scolaires dans le cadre des activités parascolaires, se divertir, partir en vacances, acheter des jouets aux gosses, aller de temps en temps au restaurant ou au cinéma, offrir un cadeau aux anniversaires, recevoir des amis ou des parents, etc.

Bref, la vie dans cette société capitaliste est devenue un véritable cauchemar pour des dizaines de millions de travailleurs et leurs familles, alors, un peu plus tôt, un peu plus tard, ils vont se soulever et balayer le régime et les institutions. Tel un rouleau compresseur, ils vont s'emparer du pouvoir et personne ne pourra plus leur ravir parce que les bases sociales sur lesquelles le pouvoir de leurs ennemis reposait auront été anéanties.

C'est là qu'on comprend la nécessité impérieuse d'avancer vers la rupture avec le capitalisme, car même s'il ne disparaîtra pas du jour au lendemain, la classe ouvrière et l'ensemble des exploités et des opprimés en s'emparant du pouvoir et en imposant le leur, en devenant la classe dominante ou hégémonique dans la société, ce qu'on appelle la dictature du prolétariat, réaliseront les conditions politiques qui permettront de prendre le contrôle de tous les leviers de l'économie, de telle sorte que les capitalistes ne disposeront plus des moyens matériels et financiers pour résister, nuire à l'ensemble de la société et espérer revenir au pouvoir, aucun retour en arrière ne sera plus possible. Surtout qu'on n'imagine pas aujourd'hui, les mesures qu'on pourrait être contraints de prendre, et qui pourraient précipiter la fin du capitalisme plus tôt qu'on l'avait envisagé jusqu'à présent, car la maturité de la conscience politique des masses et de la jeunesse s'en trouverait accélérée dans des proportions qu'on n'imagine pas non plus.

Macron et son gouvernement n'ont pour seule réponse aux revendications sociales légitimes de la jeunesse et des travailleurs que la répression ou la violence de l'appareil de l'Etat policier. Les travailleurs et jeunes doivent savoir qu'ils n'obtiendront jamais gain de cause aussi longtemps que ce régime économique et politique sera en place, il faut se préparer à les renverser, mais en faisant preuve d'ordre et de discipline, de patience et de détermination, et alors nous vaincrons !

Organisez-vous sans attendre, participez aux comités d'unité qui vous sont proposés par certaines formations politiques, participez à leurs activités politiques, même s'ils ne sont pas parfaits, rien

n'est parfait en ce bas monde, cela n'existe pas, ne vous laissez pas influencer par ceux qui veulent vous tenir à l'écart du mouvement ouvrier, c'est là qu'est votre place et nulle part ailleurs.

Unis, frappons ensemble, nous sommes invincibles, d'autant plus que notre cause ou notre combat sont parfaitement légitimes. En avant vers le socialisme !

Qui a dit en direct de la kommandantur ?

- « *Notre pays a besoin d'être commandé* ».

Réponse : Le prochain commandant suprême des forces armées de la France, Edouard Philippe, sur X dimanche soir (18 octobre). 20 Minutes 19 octobre 2026

Qui est-ce qui sollicite l'Etat l'illégitime des capitalistes ?

- « *Il faut désormais que l'État sorte de l'impuissance* »

Réponse : Glucksmann, lundi 19 octobre. 20 minutes 19 octobre 2026

J-C – Entendez : L'Etat capitaliste avec son appareil policier, doit assumer son rôle de maintien de l'ordre pour le compte de la classe dominante par n'importe quel moyen.

Bienvenue dans leur monde de dingues. L'innovation rend fou ou l'ennemi du progrès entre les mains de psychopathes. Marche arrière.

Le « tout à l'écran » va trop loin selon... la Chine - 20 Minutes 20 octobre 2026

Après des années de course technologique tous azimuts de son industrie auto, la Chine se pose la question de son impact sur la sécurité. Après avoir banni les poignées de portes inopérantes en cas de panne, la nouvelle cible est l'écran tactile

Les constructeurs sont-ils allés très loin dans la disparition des boutons physiques ? Tesla a montré la voie, les marques chinoises ont largement suivi, et même les Européens s'y sont mis. Au point que, dans certaines voitures, il faut désormais passer par plusieurs menus pour régler la ventilation ou allumer les antibrouillards. Pas franchement idéal lorsqu'on conduit ! Et surtout, que se passe-t-il si l'écran tombe en panne ?

Les autorités chinoises ont manifestement décidé qu'il était temps de remettre un peu d'ordre dans la surenchère technologique. Le ministère de l'Industrie (MIIT) prépare ainsi une réglementation imposant le retour de véritables commandes physiques pour les fonctions essentielles à la conduite et à la sécurité, telles que les clignotants, les feux de détresse, les essuie-glaces, le désembuage, les vitres électriques ou encore la sélection des rapports de transmission.

Et les autorités ne comptent pas s'arrêter aux boutons. Un nouveau projet de réglementation, publié le 10 octobre, prévoit également de renforcer les contrôles sur les grands écrans et les affichages

tête haute, notamment pour évaluer les risques de distraction. Les écrans pliables ou flexibles seraient carrément interdits, tandis que les sièges pivotants ou inclinables en position « *zéro gravité* » ne pourraient plus être utilisés lorsque la voiture roule. Même les commandes vocales seraient davantage encadrées, afin d'éviter qu'un passager puisse déclencher certaines fonctions de sécurité sans le vouloir.

Le texte, encore soumis à consultation, prévoit des exigences renforcées dès 2027. Et comme la Chine est le premier marché automobile mondial, on imagine mal les constructeurs développer des habitacles complètement différents pour le reste de la planète. Cette remise en question pourrait donc profiter aux automobilistes du monde entier, y compris européens, qui regrettent depuis longtemps la disparition des bons vieux boutons.

Décryptage. Guerre à l'opportunisme.

Stopper les émeutes et les manifestations lycéennes en 24 heures ? Facile par Olivier Field.

<https://reseauinternational.net/stopper-les-emeutes-et-les-manifestations-lyceennes-en-24-heures-facile-2/>

Cet article était proposé aux travailleurs par le blog stalinien Réseau International.

O.F. - "Le jour où les responsables seront enfin tenus pour responsables et sanctionnés vraiment, la France retrouvera le chemin de la confiance en un avenir. Quand nos médias ignoblement soumis, contrôlés et collaborationnistes arrêteront d'offrir des tribunes à des malfaisants, qui ont tout raté et viennent exposer leur morgue et leur assurance que rien ne pourra se faire sans eux..., une amorce de sérénité surgira."

J-C - Il a formulé l'espoir que "*la France retrouve(ra) le chemin de la confiance en un avenir*" comme si les Français pouvaient partager le même avenir, comme si tous les Français appartenaient à la même classe sociale et bénéficiaient du même traitement, autrement dit, son contenu était de nature corporatiste que l'on retrouve... dans le fascisme notamment !

Et pour vous montrer que je ne me trompe pas ou que je n'exagère pas, plus loin monsieur Field l'a confirmé en regrettant "*l'effondrement de la maison France*", autrement dit, l'effondrement du capitalisme et du régime politique en place

O.F. - "Leur impéritie et leur participation à l'effondrement de la maison France est patent. "

J-C - On a compris ce qu'il entendait sauver, mais qui précisément ?

"*Que les casseurs soient aussi un peu les payeurs*" de qui parlait-il, des oligarques, des banquiers, des principaux actionnaires du CAC40 ? Vous n'y êtes pas du tout, eux, ils peuvent continuer de s'enrichir en dormant avec ce genre de charlatan. Non, il s'agissait de Macron, Amélie de Montchalin, Benjamin Haddad, Aurore Bergé, Gérard Larcher, Gabriel Attal, Yaël Braun-Pivet entre autres, des hommes ou femmes de paille, de simples exécutants, des marionnettes sélectionnés, recrutés, désignés, rémunérés grassement pour faire la sale besogne à la place des capitalistes, car eux ils doivent être épargnés.

Vous avez compris pourquoi, n'est-ce pas ? Pardi, parce qu'il n'est pas question de remettre en cause le système économique capitaliste et ses institutions, monsieur Olivier Field est leur porte-parole, il

est à leur service, que voudriez-vous qu'il soit d'autre, c'est pourtant clair, non ? Maintenant, car lorsque vous avez lu cet article, ce l'était beaucoup moins ou vous alliez une fois de plus vous faire manipuler, dites-moi si je me trompe.

Voilà comment il y a des malfaisants qui sévissent sur Internet, qui exploitent la situation et profitent de la crédulité ou de l'ignorance des travailleurs pour le compte du régime en place. Au premier abord, on pourrait les prendre pour des opposants, et à l'arrivée on s'aperçoit que c'était exactement l'inverse, et qu'on y avait vu que du feu.

Imaginez que ce soit le cas dans 80 ou 90% des cas, ou que tout ce vous lisez sur les réseaux ou les médias dits sociaux tombent sur le coup de cette escroquerie politique, et à coup sûr vous vous retrouvez inconsciemment sous l'emprise de leur propagande réactionnaire ou contre-révolutionnaire. Dans ces conditions, comment voulez-vous comprendre quelque chose à la situation, vous orientez, c'est pratiquement impossible, et d'agir efficacement, il ne faut même pas y compter, je veux dire par là, que votre réaction servira à rien ou desservira plutôt votre cause.

La plupart des lecteurs n'ont pas encore compris à quoi servait mon portail ou mon courant politique, je viens de vous l'exposer sommairement.

Rappel. Quand vous lisez un article, demandez-vous où sont passés la crise du capitalisme, la lutte des classes, le mouvement ouvrier, s'ils n'apparaissent nulle part, pas même en perspective, vous êtes fixés, c'est que vous êtes en présence d'une tentative d'instrumentalisation. De qui ? Mais de vous voyons, de qui voulez-vous que ce soit !

Je vous ai dit dans 80 ou 90% des cas pour ne pas paraître excessif, en réalité, cela va au-delà. Vous voulez le vérifier facilement, je vous file un tuyau sûr à 100% : Connectez-vous au blog que j'ai cité et téléchargez la dizaine ou douzaine d'articles qu'ils publient quotidiennement, ensuite, lisez-les lentement et attentivement, prenez des notes si nécessaire, quand vous aurez terminé, dites-nous combien ne rentrait pas dans la catégorie que j'ai indiquée, si vous en trouvez un, c'est que son contenu ne concernait pas la politique ou c'était votre jour de chance ! J'y suis tellement habitué depuis des années que je n'en parcours pas plus de 2 ou 3 par jour, parfois un seul, les titres me suffisent, ils sont dissuasifs, et 9 fois sur 10, je ne republie rien, je ne prends plus aucune note, leurs contenus figuraient déjà antérieurement dans plusieurs articles, ils étaient obsolètes ou rances, sans intérêt ou ils n'apportaient absolument rien, sauf une perte de temps aux lecteurs ! Vous pouvez aller sur Blast, Le Media, Agoravox, Les Crises, Mondialisation, etc. et vous ferez les mêmes constats.

Dorénavant, je préfère les infos à la source, avec les agences de presse et les médias mainstream au moins on sait à l'avance qu'il ne faut pas leur accorder la moindre confiance. Donc, si on veut vraiment être correctement informé, il va falloir galérer ou aller chercher ailleurs les faits qu'ils ont censurés. Quand je dis ailleurs, cela veut dire chez les médias dits alternatifs les mieux informés, comme par exemple le Réseau Voltaire, bien qu'il y a aussi des lacunes ou des erreurs, on aura des sources provenant du monde entier. On peut aussi aller voir sur des blogs un peu partout dans le monde pour traiter les infos internationales, pas l'actualité française car ils s'en remettent très souvent à l'AFP championne du monde de la falsification ou dissimulation de l'information, dans pratiquement tous les pays ils ont leur propre agence de presse et de nombreux médias, il suffit de dégoter les meilleurs.

Je ne prétends évidemment pas que ce serait parfait, disons qu'on élimine ainsi la majeure partie des sources d'erreur, au moins on a fait tout ce qui était en notre pouvoir pour ne pas induire en erreur les lecteurs. Qu'ils n'en aient pas conscience ou qu'ils s'en foutent, je n'y peux rien et je ne suis pas

en quête de reconnaissance, je m'en tape, c'est eux que cela regarde et pas moi, à chacun sa conscience !

La France serait-elle le prochain maillon faible ?

Pourrait-on dire les choses de cette manière-là ?

- La vie chère fait couler beaucoup d'encre en ce moment, notamment en Europe où le coût de la vie élevé, la hausse des loyers, les bas salaires et les dégradations des services publics attisent une colère de plus en plus ardente dans plusieurs pays européens, notamment en France, en Belgique, au Portugal ou encore en Italie. Des manifestations et des protestations éclatent un peu partout dans ces pays à une cadence de plus en plus soutenue, qui dégénèrent bien souvent en heurts avec les forces de l'ordre. RT 19 oct. 2026

- *Un reporter de la chaîne britannique Sky News, présent dans les rues de Paris. : « La colère qui s'est accumulée au fil des années d'inégalités est désormais incontrôlable ».* HuffPost 18 octobre 2026

Instrumentalisation de la violence à des fins politiques. Une piste ?

- En 2002, à trois jours du premier tour, un retraité de 72 ans, Paul Voise, est violemment agressé à son domicile à Orléans. Son visage tuméfié et ses larmes font le tour des journaux télévisés.

Alors que la question de l'insécurité vient phagocytter le duel entre les favoris Lionel Jospin et Jacques Chirac depuis des semaines, c'est finalement Jean-Marie Le Pen qui se qualifie au second tour face au chef de l'État sortant. (...)

Plusieurs études de sociologie électorale montrent que le soutien à un candidat se fait de plus en plus tardivement, parfois même au dernier moment dans l'isolement. En 2017 par exemple, plus du quart des électeurs s'était décidé au dernier moment selon un sondage Ifop-Fifucial pour Paris Match.

"On est face à un chaudron qui bouillonne. Généralement, les gens attendent le scrutin pour faire exploser leur colère. Là, on sent qu'on est face à un ressentiment qui peut exploser à tout moment", partage Guénaëlle Gault, directrice générale de l'Observatoire de la société et de la consommation.

Quant à savoir à qui profitera in fine une situation sociale particulièrement dégradée, c'est pour l'instant difficile à dire. Cela fera-t-il les affaires de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon, qualifiés au second tour dans plusieurs sondages? BFMTV 19 octobre 2026

Lu.

Mais ceux qui dénoncent la casse et les pillages d'un samedi soir semblent ne pas voir la casse des vies qu'entraînent les politiques pro-patronales : 350 000 sans abris, près de deux millions de

travailleurs qui survivent avec moins que le Smic, des files de plus en plus longues aux restos du cœur et autres associations de secours. Une casse humaine, pas une casse d'abribus !

Et que dire de ceux qui cassent les services publics ? Qui laissent se délabrer les écoles ? Qui ont démantelé le système public de santé ? De ceux qui cassent les emplois en fermant des usines ? Macron-Lecornu-Nuñez espèrent que l'épouvantail des « violences » fera taire les colères : ils n'y parviendront pas.

Totalitarisme. Leur ennemi de l'intérieur, c'est la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

Violences en France : Sébastien Lecornu annonce avoir demandé aux préfets de "déclencher un certain nombre de couvre-feux partiels et localisés" - BFMTV 19 octobre 2026

À la suite d'une cellule interministérielle de crise, le Premier ministre, Sébastien Lecornu, a annoncé ce lundi 19 octobre, avoir demandé aux préfets de "déclencher un certain nombre de couvre-feux" après les violences et des dégradations qui sont survenus ce week-end en marge des manifestations.

"Ils seront partiels, ils peuvent être très localisés", a-t-il détaillé.

"J'ai demandé aux préfets de déclencher un certain nombre de couvre-feux pour ce soir" dans le cadre de la "protection des biens et des commerces", a déclaré Sébastien Lecornu à l'issue d'une réunion interministérielle. "On est sur une délinquance générale très spécifique de pillage. Il n'est pas question que les choses s'installent comme ça dans la durée", a-t-il affirmé.

Lors de son allocution, Sébastien Lecornu a rappelé que sa "détermination à rétablir l'ordre" était "totale". "Si c'est nécessaire", le gouvernement serait également prêt à instaurer l'état d'urgence, a-t-il déclaré, bien qu'à date les couvre-feux "paraissent davantage adaptés la situation". BFMTV 19 octobre 2026

Violences délibérées, orchestrées, instrumentalisées depuis l'Elysée ?

J-C - C'est ce qu'insinuent certains commentateurs ou acteurs politiques.

Violences du 17 octobre : La procureure de Paris tempère le gouvernement sur le profil « ultragauche » des casseurs - 20 Minutes 19 octobre 2026

Depuis le début des événements qui ont eu lieu ce samedi, le gouvernement cible l'extrême gauche et l'ultragauche qu'il accuse d'être à l'origine des violences. Une conclusion que la procureure de Paris ne « peut absolument pas confirmer »

Depuis la journée de violences urbaines du 17 octobre, de nombreuses personnalités politiques, parmi lesquelles plusieurs membres du gouvernement, accusent l'ultragauche d'être à l'origine des violences à l'encontre d'institutions et de commerces.

Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, dès ce samedi, pointait du doigt des « groupes d'ultragauche » qui auraient « organisé la violence ». En ce sens, il a été suivi par le garde des

Sceaux, Gérard Darmanin, et le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, qui cible « *l'ultragauche et l'extrême gauche radicale* » qui auraient « *fait dégénérer les actions* ».

Laure Beccau ne « *peut absolument pas confirmer* »

Pourtant, interrogée ce matin sur TF1, la procureure de la République de Paris, Laure Beccau a assuré qu'elle ne « *peut absolument pas confirmer* » que les auteurs de violences à Paris sont « *des personnes politisées vers l'ultragauche* ».

Selon elle, la « *grande majorité* » des personnes placées en garde à vue à la suite des violences « *gardent le silence et ne donnent pas de revendications politiques* ». Elle souligne toutefois que « *tous les gens qui ont malheureusement commis des dégradations n'ont pas tous été interpellés* ».

Violences à Paris: Grégoire dénonce un "pourrissement" du mouvement social "organisé par le gouvernement" - AFP 19 octobre 2026

Le maire PS de Paris Emmanuel Grégoire a lié lundi les violences commises dans la capitale depuis samedi à une « *forme de pourrissement de ce mouvement social organisé par le gouvernement* ».

"C'est le temps de demander des réponses sur la question politique. S'il y a des casseurs, c'est qu'il y a des mouvements sociaux et qu'il y a une forme de pourrissement de ce mouvement social qui est organisé par le gouvernement", a déclaré Emmanuel Grégoire sur France Inter.

"Il n'y a aucune perspective politique de sortie par le haut" de ce mouvement qui "s'est enkysté", a-t-il déploré.

Selon le maire, "ce qui s'est passé dans Paris ce week-end, c'est l'État qui a été mis en faute, c'est l'État qui a été défaillant". Il a décrit de nouvelles "scènes insupportables" de pillage touchant "au moins une trentaine de commerces" de la capitale dimanche et dans la nuit. AFP 19 octobre 2026

M. Grégoire a questionné "le nombre de personnes sur le terrain présentes pour les forces de l'ordre", ainsi que "la sous-estimation du nombre de casseurs qui ont pourri le mouvement social".

"Quand j'entends le Premier ministre dire que le mouvement des lycéens, c'est LFI, c'est une insulte au mouvement des lycéens. Ca n'est vrai, ça n'est pas eux qui ont cassé", a souligné le maire de Paris, qui avait refusé lors des municipales en mars de s'allier avec les Insoumis.

Publicité

Le maire de Marseille Benoît Payan (DVG), également interrogé sur France Inter, a déploré pour sa part que "les seules réponses suggérées" face à une "situation insurrectionnelle" soient "des coups de menton (...) pour essayer de pointer la responsabilité de telle ou telle organisation politique". AFP 19 octobre 2026

Violences pendant l'allocution de Macron, démission du ministre de l'Intérieur refusée, aveux d'échec de Darmanin : la terrible soirée de l'exécutif - RT 19 oct. 2026

Violences du 17 octobre : le piège gagnant de la macronie - RT 18 oct. 2026

Si la violence a été telle en France lors des protestations contre la vie chère ce 17 octobre, c'est tout simplement parce que l'État l'a laissé faire, et même l'a encouragé. Une explication d'Alexandre Regnaud.

Autour d'un demi-million de personnes entre les chiffres officiels et ceux des syndicats, réunies dans 1 750 rassemblements revendiqués par ces derniers dans tout le pays. C'est le bilan de la journée de mobilisation contre la vie chère du 17 octobre en France.

Mais ce n'est pas ce qu'on en retiendra. On se souviendra d'un déchainement de violence extraordinaire et d'un bilan assez inhabituel. Inutile de faire la liste des villes touchées par des destructions, pillages et saccages gratuits, autant faire la liste grosso-modo des préfectures et sous-préfectures du pays. On remarquera malgré tout dans le schéma qui s'est dessiné ce samedi, la sur-représentation dans les attaques de symboles de l'État : préfectures et sous-préfectures, et bien sur les hôtels de ville, le plus marquant étant l'incendie et la destruction du bâtiment historique de celui de Limoges. C'est parfois plus brouillon, comme l'attaque de l'office du tourisme à Lyon. Ce qui fait dire qu'on est souvent loin de la véritable construction politique, et plus proche d'une bête volonté de détruire.

Ce qui nous amène à l'essentiel. Faut-il voir ici le symptôme d'une situation prérévolutionnaire ? Est-ce le peuple qui se réveille pour renverser ses oppresseurs et les destructeurs méthodiques de leur pays ? J'ai déjà écrit à plusieurs reprises sur le sujet, la réponse est clairement négative.

La violence ici est ordinaire, la même en réalité qu'à n'importe quelle manifestation, et même désormais qu'à n'importe quel événement festif ou populaire. Les événements populaires servent en effet d'excuse à une racaille sûre de son impunité, qui vient piller les centres villes, cela s'est observé aussi ce 17 octobre. Et les manifestations et mouvements revendicatifs sont l'excuse pour les fameux « *black blocks* ». C'est-à-dire un amalgame de militants d'ultra-gauche venus souvent de toute la France et même de pays limitrophe, se revendiquant vaguement de courants anarchistes, et profitant de l'occasion pour s'en prendre aux symboles du « *capitalisme* », en attaquant banques et magasins sur leur passage.

On a eu ce 17 octobre la rencontre de ces deux milieux, de nombreuses images montrant par exemple le pillage de magasins puis de mairies par des individus cagoulés arborant à la fois des drapeaux algériens (souvent repris par la racaille, malheureusement pour l'image de ce pays) et des drapeaux anarchistes.

Pourtant, il n'y avait pas ce 17 octobre un demi-million de personnes en train de détruire et de piller la France, l'immense majorité des manifestants protestaient dans le calme et la dignité, même si ce ne sont pas ces images que vous montrent les médias.

Alors, au-delà de la convergence de la racaille et de l'ultra-gauche, pourquoi ce déchainement, il faut l'avouer inhabituel, de violence ? On pourrait croire à un effet loupe des médias, et il est réel bien entendu. Ils savent cadrer un feu de palette pour le faire passer pour l'incendie d'un bâtiment entier, la couverture des Gilets jaunes l'a déjà largement montré. Ils savent aussi ne sélectionner que les images spectaculaires pour jouer sur les biais cognitifs du public afin de modifier la perception du réel et gonfler l'impression de violence, surtout auprès de l'immense majorité qui n'était pas sur place.

Mais le jeu médiatique n'est ici pas suffisant dans notre explication, car le niveau de violence, au-delà de sa mise en scène, était bien relativement inhabituel. C'est donc qu'il a été voulu. Et qu'il a été voulu par un acteur qu'à priori on ne soupçonne pas au premier abord : le gouvernement !

Ce qui commence à mettre la puce à l'oreille, c'est bien entendu le timing. Les débordements lors des manifestations sont habituels, on l'a dit. Mais ils apparaissent en général en queue de cortège et surtout à la fin de la manifestation, lors de la dispersion. Ici, dès le tout début d'après-midi, les caméras avaient déjà de quoi alimenter en continu avec des scènes d'incendie et de pillage. La place de la République était déjà à sac, alors que le cortège n'était même pas encore parti de la place Clichy.

Les lieux aussi jouent. Alors que normalement la violence se passe en queue de cortège, parfois en tête, ici, elle avait souvent lieu dans des rassemblements spécifiques, totalement en dehors des espaces de manifestation prévus. Cela non plus n'est pas habituel.

Quel est alors le rapport avec l'État ? On pourrait croire que les « *black blocks* », clairement à l'initiative ici, la racaille n'intervenant ensuite que par effet d'aubaine, ont simplement changé de tactique ? Et c'est précisément ça qui nous renvoie à la responsabilité directe de l'État.

Il faut en effet avoir pleinement conscience que ces mouvements sont littéralement verrouillés par la police. Certains experts affirment sur le ton de la plaisanterie qu'au moins la moitié de leurs membres sont des indics, voire des infiltrés. Leurs déplacements sont connus, parfois même depuis l'étranger dont viennent une partie d'entre eux pour faire « *la fête* » en France. Les services de renseignements communiquent, et celui de la Préfecture de Police de Paris, un des plus anciens au monde, est parfaitement au courant de tout et de tous. Par ailleurs, ils sont clairement identifiables dans les cortèges, tenues noires, cagoules, etc. Et s'ils arrivent « *incognito* » (bien qu'étant déjà connus de la police donc), les forces de l'ordre les voient souvent se préparer et pourraient donc intervenir en amont. Ce qui veut dire, là encore plusieurs experts le confirment, que quand ils pillent et détruisent, c'est que les forces de l'ordre, qui ne les ont arrêtés ni préventivement avant l'évènement, ni quand ils y arrivent, ni quand ils se préparent à attaquer, eh bien les laissent tout simplement faire ! Et donc que l'État leur en a donné l'ordre...

Et quant à comprendre le pourquoi d'une situation aussi contre-intuitive, du point de vue d'un honnête citoyen, c'est très simple en réalité. Les Gilets jaunes en ont été une parfaite illustration et les évènements du 17 octobre viendront sans doute le confirmer. Tout simplement pour que la masse des gens condamne la mobilisation, et surtout pour qu'ils n'y participent pas, par peur de la violence justement, et ce même si, et presque surtout si, ils en partagent les mots d'ordre et les revendications.

A l'heure où 85% des Français détestent Macron et son gouvernement, il serait mal venu que tous ces gens-là décident, même pacifiquement, de prendre la rue ou, au hasard, les ronds-points. Il faut qu'ils restent chez eux, à ruminer sagement leur colère dans leur coin. Et quoi de mieux pour cela de leur montrer que si l'envie leur venait de descendre dans la rue, ça serait pour se retrouver au milieu de scènes de guerre urbaine.

En second lieu, cela joue aussi sur la masse des indécis. Il est bien connu qu'un évènement traumatique (attentats, catastrophe, violences urbaines) resserre naturellement la population autour du pouvoir. La plus parfaite illustration sont les « unions sacrées » dans les crises les plus graves, qui suspendent les querelles politiques.

On peut donc affirmer ici clairement que l'État, en France, a absolument intérêt à ce que ces violences soient les plus radicales et arrivent le plus tôt possible, pour qu'immédiatement l'herbe soit coupée sous le pied d'une grande partie des protestataires de bonne foi.

Le fait est de toute façon assez simple à observer : quand l'État veut décrédibiliser un mouvement, il laisse faire casseurs et racailles, quand il veut réellement le mater, il envoie ses blindés, les agriculteurs en colère s'en souviennent.

Le 17 octobre, alors que l'État savait parfaitement que les casseurs seraient là, il n'y avait pas de blindés... parce qu'ils savaient que le mouvement serait maîtrisé autrement. C'est malheureusement aussi simple que cela, et le grand gagnant reste la macronie... pour l'instant.

La France, tombe-t-elle en dystopie? - RT 19 oct. 2026

Le 17 octobre, des manifestations d'une violence inouïe ont submergé la France. Malgré des interventions, elles aussi violentes, de la police, l'ordre républicain a montré sa faillite. À qui profite le crime ? Pour Karine Bechet, derrière les accusations portées contre la Russie, ce sont bien les élites dirigeantes, qui en profitent directement.

Les premiers chiffres, que l'on trouve sans difficulté dans la presse française, font état de 550 000 manifestants, selon le ministère de l'Intérieur et 800 000 selon les organisateurs et les syndicats, 2 397 interpellations, 997 policiers et gendarmes blessés, dont sept graves. En revanche, trouver les données récapitulatives de manifestants blessés est beaucoup plus difficile.

Un homme est mort à Paris... « *d'un arrêt cardiorespiratoire* ». Ce qui ne veut pas dire grand-chose, puisque oui, en général le cœur s'arrête lorsque les gens meurent et donc la respiration aussi. On peut lire dans la presse : « *un homme a eu la main arrachée à Saint-Étienne à cause d'une grenade (...); au moins cinq personnes blessées à Paris étaient en urgence absolue en fin de soirée. Dans la capitale, six étaient en urgence relative. À Lyon, ce sont dix personnes qui ont été blessées, 12 à Lille, cinq à Dijon et 15 à Rennes, selon les premiers bilans provisoires.* »

Les images de la mairie de Limoges dans les flammes ont choqué. On parle de plus de 30 000 pillers, rien qu'à Marseille. Pillage et saccage sont devenus les deux mamelles ... du pouvoir.

Les Black blocs étaient les grands présents, non pas des manifestations, mais de la violence et de la délinquance. Organisés, entraînés, équipés, ils ont systématiquement attaqué les magasins des centres villes et également les bâtiments administratifs. Selon certains, on en comptait environ 5 000, venus de toute l'Europe. Ils sont la milice sans âme et sans conscience des Globalistes. On les retrouve donc à l'œuvre dans les pays européens, quand il s'agit de délégitimer un mouvement de contestation du pouvoir.

Quel est l'intérêt pour les manifestants de discréditer ainsi leur mouvement ? Aucun. En revanche, cela justifie la violence policière, les déclarations creuses des dirigeants. Au minimum.

Qui est responsable ? Comme nous l'avons écrit dans une précédente chronique : tout le monde, sauf les élites dirigeantes. Si la piste russe avait alors été évoquée, de manière marginale dans les médias, elle est désormais pointée du doigt. À qui cela profite-t-il ? À la Russie, évidemment.

BFM le titre ainsi : « *La crise sociale française manipulée par la Russie* ». La Russie n'est pas (encore) accusée d'organiser les manifestations, mais pour l'instant de médiatiser ce chaos et de soi-disant produire de fausses images de violence, comme si la réalité n'était pas suffisante.

C'est alors que le spectacle commence. Macron a fait une allocution creuse le 18 octobre au soir. Simplement pour dire, qu'il ne se sentait pas responsable de la situation dans le pays. Le ministre de l'Intérieur a présenté sa démission au Président, qui sans surprise, l'a immédiatement refusée.

Et l'enchaînement liberticide est soi-disant légitime pour ces élites : désormais, les Préfets pourront interdire des manifestations - dixit Macron. Ainsi, les professionnels de la violence permettent au Gouvernement de faire taire le mécontentement social. Puisque celui-ci est soit le jeu de l'étranger, soit celui des extrêmes. Pourtant, ce ne sont pas les vrais manifestants, qui sont à l'origine des saccages. Mais peu importe, puisque le vrai danger vient bien d'eux.

De son côté, Attal en ajoute une couche et tente de prendre une carrure de présidentiable : il faut pouvoir bloquer les réseaux sociaux lors des manifestations. Et Attal de continuer la logique de Macron : « *perquisition administrative, assignation à résidence, état d'urgence s'il le faut* ». C'est le premier pas qui compte, faire bouger les barrières sociales, faire accepter aux gens des restrictions, qu'ils n'accepteraient pas en temps normal. Et la mécanique suit ensuite sa route.

Jusqu'où cela ira-t-il ? Difficile à dire pour l'instant. Toujours est-il que nous entrons en dystopie, cette utopie triste, qui est le symbole de notre époque, de la chute de notre civilisation.

Ces élites sont minoritaires, elles ne peuvent donc que gouverner contre le peuple. Pour cela, le peuple doit avoir peur. Physiquement. Les groupes violents sont là pour ça. Pour que les gens aient peur de sortir contester ce pouvoir inique.

Pour qu'ils demandent plus de sécurité, au prix de moins de liberté. Une sécurité qu'ils n'obtiendront pas, car la violence augmentera. Et ils en demanderont encore plus. Et ils auront encore plus peur.

La mécanique, va-t-elle s'emballer au point de suspendre sine die l'élection présidentielle ? La question se pose. Tout va dépendre de la résilience de la population. Résilience à la manipulation, à la peur, à la guerre mentale, que ces élites conduisent sans pitié contre les populations.

Lu.

- Une partie du pays a appris à ne plus attendre grand-chose des institutions. La rue est redevenue un lieu de rapport de force politique. Et dans ce climat, une frange radicale peut trouver sa place beaucoup plus facilement, avec tous les risques que cela implique.

Cette affiche aperçue la veille du rassemblement résume probablement mieux l'état d'esprit d'une partie des manifestants que n'importe quel programme politique. Il n'y a pas de revendication précise à négocier, seulement un rejet global. Pour un gouvernement, c'est beaucoup plus dangereux. Une hausse peut être annulée, une réforme peut être amendée. Une colère qui ne croit plus au système est autrement plus difficile à contenir.

Ce que le 17 octobre a montré est finalement assez simple : la colère n'a pas disparu. Elle s'est accumulée. Pouvoir d'achat, services publics, fiscalité, défiance envers les institutions, sentiment d'abandon, violences lors des manifestations : les motifs ne manquent pas. Emmanuel Macron peut espérer que la mobilisation retombe. Son gouvernement peut multiplier les appels au calme. Mais les gaz lacrymogènes peuvent vider une place. Ils ne règlent aucun des problèmes qui ont poussé des centaines de milliers de personnes à y descendre.

- Tous ces gens puisent leur colère, leur ras le bol dans leur vécu. Ils considèrent que leur situation, déjà précaire avant Macron, s'est dégradée avec lui. Boucler les fins de mois est impossible. La vie est chère, et de plus en plus, aucune accalmie en vue.

Ils estiment, à juste titre, que les discours et les postures politiques actuels ne laissent aucun espoir d'amélioration future. Ils ont conscience du manque total d'empathie, de considération, des gouvernants technocratiques et élitistes de notre pays. Le foisonnement d'informations auxquels nous avons tous accès aujourd'hui, même s'il peut être source de confusion, a au moins un effet positif : les belles paroles politiciennes ne trompent plus, ou beaucoup moins qu'auparavant. Les gens ne sont plus dupes, pour la plupart, de l'hypocrisie de ceux qui les gouvernent. La fracture est béante, sanglante. Elle tend à empirer, vu la déconnection actuelle totale de ceux qui forment «l'élite».

Lu.

Depuis de nombreuses années, les populations européennes font l'expérience de classes dirigeantes qui se présentent comme un organisme technocratique anonyme, une muraille de caoutchouc qui se déplace d'elle-même et avance en «*pilotage automatique*», dans une indifférence totale aux besoins de la population. Le pari de ces couches technocratiques liées à la finance a été de parvenir à endormir les consciences avec l'actuel opium des peuples que constituent les médias — divertissement et information-spectacle — et de dompter les récalcitrants par des mesures restrictives : un coup de matraque par-ci, une fermeture de comptes par-là, une petite loi électorale ici, une annulation d'élections là, etc.

Le postulat général, tacite et incontesté des dirigeants européens est qu'on ne raisonne pas avec la plèbe : on se contente d'alterner la carotte et le bâton.

Tout ce qui est dit publiquement est toujours un mensonge intéressé, sans exception, hormis les cas fortuits où une vérité peut, à son tour, être instrumentalisée. Le discours public est devenu une interminable comédie qui se soucie de moins en moins de préserver un semblant de crédibilité.

Ainsi, personne de sain d'esprit ne pense réellement que la Russie s'apprête à nous envahir, mais cela n'empêche pas des cohortes de petits guignols institutionnels de répéter chaque jour ces conneries avec le plus grand sérieux. Et, naturellement, tout le monde sait que, dans ce jeu de fables montées en épingle par une presse stipendiée, le seul élément qui compte, le pivot qui demeure au gré des circonstances, est la volonté de disposer arbitrairement des ressources publiques pour les orienter vers des intérêts privés.

En substance, les classes dirigeantes ont depuis longtemps pris l'habitude de traiter la population comme un animal idiot, avec lequel toute argumentation rationnelle est exclue et qu'il faut traiter, d'un côté, par des flatteries sélectives et des privilèges ciblés, et, de l'autre, en la réduisant à l'impuissance.

Et ce mécanisme peut fonctionner, et fonctionne longtemps.

Jusqu'au jour où il ne fonctionne plus.

Et il ne fonctionne plus le jour où trop de personnes perdent trop de choses pour pouvoir se permettre de rester dans la torpeur.

Il ne faut pas comprendre ici *«perdre trop»* comme quelque chose qui irait jusqu'à *«mourir d'inanition»*.

Dans une société moderne, les gens se retrouvent dans des situations de privation insupportable bien avant de *«mourir de faim»*.

Aujourd'hui, par exemple, ne pas avoir les moyens d'utiliser une voiture ou d'accéder à Internet signifie, pour la majorité de la population, être coupé du monde, du travail, de la vie sociale, de la vie tout court. Et le fait que les voitures et les téléphones portables aient autrefois été des biens de luxe ne change rien : c'est désormais le nouveau seuil de *«participation à la vie commune»*, ce qui distingue la vie de la non-vie.

Des populations entretenues comme des bêtes de somme auxquelles on distribue occasionnellement du pain et des jeux, des petits boulots de merde et du baratin télévisuel ne sont pas et ne seront pas, le jour où cette mécanique s'enraye, sensibles aux arguments du respect de l'espace public, de la propriété, des monuments, etc.

Ceux qui brûlent des voitures, des bâtiments historiques et des magasins sont des individus privés de repères culturels et moraux. Mais les véritables coupables, ceux qui devraient être amenés à payer, sont ces couches dirigeantes qui ont cultivé et voulu cette privation, pensant qu'elle leur serait utile.

Aujourd'hui, la cocotte-minute est sur le point d'exploser. Même si cette vague devait retomber, ce n'est que le début, car les classes dirigeantes européennes ne sont en mesure, ni matériellement ni culturellement, de rectifier le cap.

Partout le même soulèvement contre le capitalisme.

J-C – Les manifestants ne l'expriment pas forcément aussi consciemment, mais c'est ce que cela signifie sur le plan politique, donc c'est l'orientation politique qu'il faut leur donner pour qu'ils puissent avancer vers leurs objectifs qui sont encore mal définis... A suivre.

Violences du 17 octobre : Italie, Belgique, Portugal, Albanie... Dans d'autres pays d'Europe, la même révolte - 20 Minutes avec AFP 19 octobre 2026

Samedi en Belgique, des centaines de personnes ont manifesté à Bruxelles et à Liège, dans le sillage de la journée de mobilisation organisée en France contre la vie chère. Des poubelles, des trottinettes en libre-service et du mobilier urbain ont été incendiés. Une dizaine d'arrestations ont été signalées dans la capitale. A Bruxelles, la police a dû faire usage de gaz lacrymogènes en fin d'après-midi, devant la Bourse en plein centre-ville, pour disperser des jeunes gens dont certains lançaient des projectiles.

Dans le pays, les lycéens se mobilisent depuis début octobre dans plusieurs grandes villes pour protester notamment contre la hausse récente des frais d'inscription à l'université.

« Plus de salaire, de meilleures pensions et des services publics. Contre la hausse du coût de la vie. Un nouveau cap pour le Portugal ! ». À Porto, Coimbra et Lisbonne aussi, des rassemblements ont été organisés sous ce mot d'ordre, rapporte Euronews. La crise du logement occupe aussi une place centrale dans la contestation, avec une hausse des loyers et des prix immobiliers qui compliquent

l'accès à un logement abordable. Des milliers de personnes étaient notamment présentes dans la capitale.

Au début du mois d'octobre, en Grèce aussi, les étudiants se sont mobilisés contre la vie chère et les difficultés d'accès au logement. Certains ont affiché, lors des manifestations, des slogans en français.

En Albanie, le pays a connu sa sixième journée consécutive de mobilisation dimanche. Tirana, la capitale, est depuis mardi le théâtre de violentes manifestations auxquelles ont participé des milliers de personnes protestant contre les conditions d'étude dans les universités, les frais d'inscription élevés et la corruption. Dimanche, des protestataires ont incendié des poubelles, brisé des vitres, y compris au siège du Parti socialiste au pouvoir, et mis le feu à un commissariat de police ainsi qu'à l'entrée du ministère de l'Intérieur.

Mais c'est samedi que les violences les plus importantes depuis le début du mouvement ont été constatées. Des manifestants ont lancé des pierres, des cocktails Molotov, des objets métalliques et des engins pyrotechniques en direction de la police. Ils ont mis le feu à des voitures et à des poubelles et en ont fait des barricades pour bloquer les policiers. Pendant la nuit qui a suivi, plusieurs bâtiments, dont un tribunal, des banques et un bureau de poste, ont été incendiés ou gravement endommagés. En réponse, la police a tiré des balles en caoutchouc contre les manifestants pour la première fois depuis que le mouvement a commencé. 20 Minutes avec AFP 19 octobre 2026

En complément.

Le centre de Milan en Italie touché par des scènes de chaos et de pillages pour le deuxième jour consécutif - BFMTV 19 octobre 2026

Des jeunes et la police se sont affrontés pour le deuxième jour consécutif dimanche 18 octobre à Milan, la capitale économique de l'Italie, où des vandales ont lancé des bouteilles et saccagé des magasins dans le quartier central de la cathédrale.

Les violences ont commencé la veille en marge d'une manifestation contre la vie chère. Au total, la police de la métropole lombarde a arrêté plus de 200 personnes depuis samedi, selon l'agence de presse Ansa.

"Ce qui s'est passé ici, c'est ce que nous voyons dans de nombreuses villes dans le monde ", a déclaré dimanche le maire de Milan Giuseppe Sala (centre gauche) à l'agence de presse italienne Ansa. "Je suis très inquiet parce qu'il s'agit d'un nouveau phénomène, qui trouve aussi son origine dans un contexte international et se nourrit donc de lui-même".

Sénégal.

J-C – Ne vous emballez pas, ces appels ne concernent que les fonctionnaires qui font office d'aristocratie ouvrière ou de nantis dans ces pays-là, en Inde où j'habite aussi, ils font partie de la classe moyenne.

Au Sénégal, des appels à manifester et à une grève générale juste avant les JOJ - France 24 20 octobre 2026

Un collectif de centrales syndicales au Sénégal appelle à une marche mardi 20 octobre et une grève générale à partir de mercredi, à quelques jours de l'ouverture au Sénégal des Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ).

Le Front syndical pour la défense du travail (FSDT), un collectif de treize syndicats dans divers secteurs d'activités, prévoit de manifester mardi dans la capitale sénégalaise Dakar puis de déclencher une grève générale de trois jours à partir de mercredi, a indiqué à l'AFP un de ses responsables, Elimane Diouf. Le Front réunit des syndicats de l'éducation, la santé, l'enseignement supérieur et l'école se divertir, l'actualité, selon des responsables interrogés par l'AFP.

Ces mouvements de protestation sont annoncés alors que le pays ouest-africain est confronté à un contexte économique difficile, avec une dette qui atteignait 132 % de son produit intérieur brut (PIB) fin 2024, dont une partie a été "*cachée*" par l'ex-gouvernement sous le président Macky Sall (2012-2024).